

# DE GUY MOLLET A KADAR: FAILLITE DU SOCIALISME POLITIQUE...

La politique a ceci de comparable à l'amour, c'est qu'elle procède du même illogisme - et du même mépris pour les plus solennels engagements. Ainsi en a-t-il été du gouvernement Guy Mollet. Rarement, des hommes politiques avaient bafoué plus cyniquement la «*volonté*» de leurs électeurs. Rarement, une formation gouvernementale avait défié avec autant de succès les plus élémentaires lois de l'équilibre.

Il serait cependant tout à fait abusif d'attribuer au président du Conseil des qualités exceptionnelles d'équilibriste. En fait, cet ex-professeur égaré dans la politique doit sa survivance ministérielle beaucoup moins à son habileté personnelle ou au soutien de ses amis qu'au dévouement de ses adversaires, toujours prompts à le venir secourir aux heures difficiles.

Le spectacle édifiant - mais, hélas! non gratuit - des dernières séances parlementaires est, à cet égard, fort instructif. Sans doute ne faut-il pas rechercher beaucoup de logique chez des hommes faisant métier de politiciens. Mais la législature actuelle s'est cependant surpassée dans l'art de se moquer des électeurs.

Le *Front républicain* avait été élu sur un programme dont l'article premier était de négocier une paix rapide en Algérie. A la suite de quoi, M. Guy Mollet mobilise 400.000 jeunes Français et engloutit 400 milliards dans une guerre sans issue.

La droite avait été élue sur un programme dont l'article premier était de barrer la route gouvernementale au *Front républicain*. A la suite de quoi, on assiste à ce clownesque spectacle, de voir, tous les leaders de cette droite dénoncer la politique de Guy Mollet... et voter ensuite pour lui!

Cependant, hors quelques molletistes indécrottables, ce gouvernement est vomi par le pays tout entier. Les rares défenseurs de Guy Mollet se taisent en public, se contentant de défendre leur «*grand homme*» dans les réunions privées du Parti où le mythe de la discipline permet de faire avaler aux militants de la base les plus indigestes couleuvres.

Ainsi, sans majorité parlementaire, sans soutien populaire, le gouvernement se maintient au pouvoir et son chef avance d'un pas serein au milieu des successives catastrophes, bouffonnement persuadé de la grandeur de sa mission et ne laissant à nul autre le soin de faire son propre éloge!

A quoi tient ce miracle? Assurément pas à la «*science*» politique de M. Guy Mollet, ni à la débordante imagination de son ministre des Finances, encore moins à «*l'habileté*» diplomatique de Christian Pineau.

Cette insolite stabilité ministérielle tient à deux causes.

La première est la passivité d'une classe ouvrière que les récents événements d'Europe Orientale ont paralysée: la ruée des tanks russes sur la Hongrie insurgée a sauvé le gouvernement à direction «*socialiste*» de troubles sociaux qu'eussent inmanquablement provoqués, sans la stupeur ouvrière, sa désastreuse politique colonialiste, économique et financière. Ce n'est d'ailleurs là, sans doute, que partie remise et le chômage, consécutif à la récession économique, précédée et suivie de nouveaux impôts, l'augmentation du prix de la vie, malgré les savantes manipulations de l'indice, amèneront un réveil des revendications ouvrières.

La seconde cause de cette stabilité tient dans le concours sans défaillance, sinon sans réserve, qu'apporte au gouvernement la Droite unanime - à l'exception des poujadistes.

Sans doute en faut-il trouver la raison dans ce fait évident que Guy Mollet fait, précisément, la politique de cette Droite - c'est-à-dire la politique la plus, réactionnaire de la IV<sup>ème</sup> République. Mais, surtout, la succession s'avère désastreuse. Outre la guerre d'Algérie, qui engloutit plus d'un milliard par jour, l'aventure égyptienne a coûté plusieurs dizaines de milliards (1). La récession économique, la pénurie de pétrole, qui prive l'Etat d'une dizaine de milliards par mois, les subventions accordées pour maintenir une illusoire stabilité des prix, enfin l'emprunt Ramadier (2), tout cet ensemble va peser lourdement sur le budget. On comprend que les successeurs éventuels de Guy Mollet veuillent laisser à ce dernier le soin de faire voter les nouveaux et inévitables impôts, avant de le renverser!

D'autre part, la législature actuelle est telle qu'aucun gouvernement n'est viable sans la participation ou le soutien socialiste. C'est pourquoi, par exemple, Edgar Faure, après avoir dressé le bilan de faillite du gouvernement, s'est empressé de lui apporter sa voix: à charge de réciprocité.

De même, le gouvernement à direction socialiste ne peut durer qu'avec l'appui du M.R.P. D'où l'escamotage du débat sur l'abrogation de la loi Barangé. On conviendra facilement que le président du Conseil, qui a posé un nombre incalculable de fois la question de confiance sur des sujets mineurs, aurait fort bien pu la poser pour faire passer dans la réalité l'une des promesses électorales du parti socialiste. Mais c'eût été la rupture avec les *Bons Pères*. Et Guy Mollet en est toujours à rêver d'un parti travailliste englobant ce qu'il est convenu d'appeler la «gauche» française: parti socialiste, radical-socialiste, U.D.S.R. et M.R.P. A rêver d'une «*Petite Europe*» réalisant son unité politique grâce à la conjonction d'une sociale-démocratie «*assagie*» et d'une démocratie-chrétienne «*progressiste*».

Tout cela offre les relents d'une peu ragoûtante cuisine. Il est cependant nécessaire de la respirer de temps à autre - ne serait-ce que pour mieux la vomir!

Pendant qu'à l'Ouest, le socialisme parlementaire ne se survit qu'en se reniant, à l'Est, un autre socialisme - celui que Karl Marx prétendait «*scientifique*» - s'enlise dans le sang des peuples révoltés et exploités.

La faillite du socialisme politique est donc totale. Il appartient eux éléments de l'avant-garde révolutionnaire d'en tirer les enseignements et d'élaborer les nouvelles techniques comme les nouvelles structures qu'appelle le monde moderne.

Il faut, sans idées préconçues, à la lumière des expériences sociales de ces trente dernières années et sur les bases d'une philosophie éternelle - celle de la liberté - reforgez aujourd'hui les armes du combat et, demain, construire une cité libre à la mesure des temps présents.

Cela nécessite de la part de tous - anarchistes y compris - une révision de certaines valeurs anciennes, un effort incessant de clarification et la volonté de s'évader d'un confort intellectuel - celui des idées toutes faites - qui n'est bien souvent que l'expression de la paresse, de la fatigue ou de la sénilité.

Toutes les vieilles formules sont dépassées. L'exemple hongrois est, à cet égard, édifiant. Pour s'insurger et s'organiser dans la révolution, le peuple magyar ne s'est pas appuyé sur les formations existantes (partis ou syndicats), mais il a forgé dans la lutte les organismes nécessaires à son action: conseils d'ouvriers, comités révolutionnaires, communes libres.

La solution est là: c'est dans la création spontanée de ces cellules de base, répondant à des besoins précis et garantissant les libertés essentielles, que s'ébaucheront les nouvelles structures sociales réalisant une démocratie directe libérée du centralisme parasitaire et liberlicide de l'Etat. Hors de cette voie, toute révolution n'aura pour résultat que d'installer au pouvoir une nouvelle classe d'exploiteurs.

**Maurice FAYOLLE.**

(1) Le seul débarquement à Port-Saïd aurait coûté une quinzaine de milliards.

(2) Selon le rapporteur Faggianelli (séance à la Chambre des Députés du 28-11-56), cet emprunt coûtera annuellement 16 milliards et son amortissement 21 milliards par an pendant quinze ans. Ainsi, le *socialiste* Paul Ramadier a-t-il emprunté aux riches... pour mieux faire payer les pauvres!





